L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

SURBASE, No 72, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 14 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous avons sur les sujets qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, d'emblée, en accord de nos vues respectives, si savoir tous les faits qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre session doit être courte, et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenir l'ordre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout soupçon déshonorant, tel est le premier devoir, on ce moment. (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment de devoir et non sur ma propre habileté, pour me soutenir dans la mission que votre bienveillance m'a confiée.

Jamais citoyens ne se trouvèrent dans le cas d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le présent, mais l'avenir que nous avons en vue. Nous faisons une tentative pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nous devons écarter de lui les inquiétudes et les entraves qui, sous la forme de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralysent nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation.)

Nous espérons aussi que nous pouvons rendre l'ordre, la prospérité et le bonheur aux sections de notre pays qui souffrent le cruellement aujourd'hui dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années.

Vous pouvez, j'en suis convaincu, que nous sommes mus par un désir sincère d'aider toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les hommes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolument les périls du jour (approbation) ; nous sommes forcés de répondre aux assertions émises dans les résolutions votées par la dernière convention républicaine. Je mets en fait qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait dans le cœur la pensée d'accroître autant de ressentiments contre le parti républicain que n'en provoquer la lecture de ces résolutions dans l'esprit des hommes éclairés par les événements récents, et en vue de l'état présent du pays.

En premier lieu, les républicains félicitent l'homme d'affaires soucieux, le contribuable écrasé d'impôts, l'ouvrier dont la journée de travail est allongée par le droit croissant des choses nécessaires à la vie, sur la rencontre de cette politique de reconstruction qui leur a valu tous ces maux par le coût de son despotisme militaire, et par la corruption de ses agences de bureaux.

Dans une résolution, ils dénoncent toute espèce de répudiation comme un crime national. Alors pourquoi outrage-t-on, dans les statuts de la nation des lois qui invitent des citoyens ayant emprunté des espèces à forcer leurs créanciers à prendre en paiement du papier déprécié, et à lui faire ainsi tort d'une grande partie de ce qui lui est dû, en violation du contrat le plus solennel. (Applaudissements prolongés.)

Si la répudiation est un crime national, c'est un crime d'inviter les citoyens de ce pays à répudier ainsi leurs promesses individuelles (applaudissements) ; N'était-ce pas un crime de forcer les créanciers de cet Etat et d'autres pays à prendre un papier monnaie, qui à certaine moment, ne valait pas plus de 30 cents à la piastre, en paiement des espèces qu'ils avaient données pour construire des chemins et des canaux qui sont de si grandes sources de richesse et de prospérité. (Applaudissements.)

Il nous disent encore qu'il est dû aux travailleurs de la nation que la taxe soit égalisée. Alors pourquoi ont-ils fait l'impôt inégal ? Sans parler de l'injustice qu'il y a à faire payer à une classe de citoyens pour une autre les parts du coût des écoles, des routes, de la loi locale qui protége leurs entreprises et leurs biens, c'était une chose contraire à la sagesse et insâisie. (Applaudissements.)

Cela a fait descendre le crédit du pays, attendu que des conditions qui ne sont pas usuelles font toujours tort au crédit de l'emprunteur.

Ils déclarent aussi que la meilleure politique pour diminuer le fardeau de notre dette est d'accroître notre crédit de façon que les capitalistes cherchent à nous prêter de l'argent à des taux d'intérêt plus bas que ceux que nous payons actuellement et que nous devons continuer à payer tant que nous serons menacés de répudiation ou qu'on le soupçonnera. Alors pourquoi ont-ils employé 400 millions des impôts tirés du peuple de ce pays pour entretenir une autorité militaire despotique et pour étouffer l'intérêt dans les Etats, quand cet argent employé à payer nos dettes eût pu amener les capitalistes à chercher à nous prêter des fonds à des taux plus bas d'intérêt. Sans cette répudiation déguisée, notre crédit national ne serait pas entaché de méfiance dans les marchés de monde.

Ils déclarent encore que de tous ceux qui ont été blessés dans les épreuves de la dernière guerre, il n'en est pas qui aient plus spécialement droit à être honorés que les braves soldats et marins qui ont enduré les fatigues des campagnes et des croisières et risqué leur vie au service du pays. Les primes et les pensions, accordées par les lois aux braves défenseurs de la nation, sont une obligation qu'on ne doit jamais oublier. Les veuves et les orphelins des victimes de la guerre sont les pupilles du peuple, legs sacré fait à la nation. Cette mission sublime a été bien remplie ? Ils paient le soldat mutilé, la veuve ou l'orphelin ou un papier-monnaie qu'ils ont fait tomber à de si grands désous de sa valeur réelle par leur politique de haine, de prodigalité, et de despotisme militaire. Les justices accordées aux soldats blessés est raccourcie de vingt pour cent au-dessous de la valeur des espèces qu'ils avaient le droit d'attendre (Applaudissements prolongés.)

N'y a-t-il pas là une répudiation déguisée ? Ils disent encore que l'immigration étrangère, dont les bras et les capitaux contribuèrent à un développement des ressources et à l'accroissement de puissance de la république—qui sert de refuge aux opprimés de toutes les nations—doit être protégée et encouragée par une politique libérale et juste. Cette immigration étrangère est-elle encouragée par une politique qui transforme en traître les lois qui viennent d'être passées pour déclarer que huit heures forment une journée légale de travail. Les défenseurs du gouvernement et le nombre des bouches actives augmente sensiblement à côté des choses nécessaires à la vie, qu'il faut que l'homme prolonge son labeur pour y suffire. Il y a eu un temps où un tort seulement moins pervers infligé par les Européens à partager avec nous les avantages matériels de notre grand pays ; mais on peut pouvons encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression que nous n'avons soin au gouvernement de lois, interprétées et maîtrisées par un pouvoir judiciaire qui tentait la baïonnette et le sabre dans un état de subordination. (Approbation.)

Nous pouvons montrer nos Constitution écrite qui non seulement limitait les pouvoirs du gouvernement, mais qui garantissait soigneusement au plus humble citoyen les droits de propriété, de liberté personnelle et de liberté de conscience. Est-ce ainsi l'immigration est encouragée en foulant dans la poussière, en traitant avec mépris cette Constitution, en mettant le pouvoir judiciaire et législatif sous le pouvoir Exécutif, et en faisant comprendre au monde entier que les grandes garanties des droits civils et politiques sont détruites ? (Applaudissements.)

Mais le chef calminant des accusations auxquelles peuvent donner lieu les fautes et les crimes de ceux qui ont le pouvoir, se trouve dans ces mots : "Que nous reconnaissons les grands principes posés dans la Déclaration d'indépendance comme la véritable base du gouvernement démocratique, et que nous nous tiendrons à ce juste effort tenté pour faire de ces principes une réalité sur chaque pouce du territoire américain."

Si, dans les limites de dix Etats de cette Union, un citoyen américain, sirexcité par le sentiment de ses griefs, dénonçait publiquement et en toute vérité, les hommes qui ont mis le pouvoir, parce que, pour employer le langage même de cette Déclaration d'indépendance, "ils ont créé une multitude d'emplois nouveaux et envoyé des essaims de fonctionnaires pour harasser notre peuple et absorber ce qui doit servir à son subsistance." Il serait, selon toute probabilité, jeté en prison, et, dans le langage plein d'indignation de ces pères, il s'écrierait qu'ils ont affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant du pouvoir civil